



Quel risque de retournement de cycle à la rentrée?

29 septembre 2022



KATHIE WERQUIN-WATTEBLED
Directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes
06 32 63 49 95



Frédérique MINY
Directrice Urssaf
Rhône-Alpes



Hubert MASSON
Expert-comptable dans
l'Ain et élu à l'Ordre des
experts-comptables
d'AURA





Point de conjoncture et prévisions

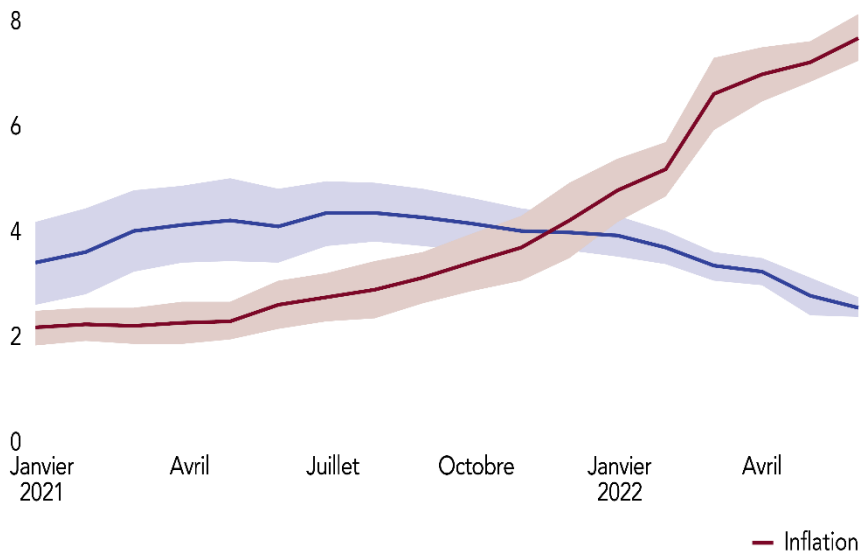
RISQUE DE STAGFLATION ? PRÉVISIONS POUR 2022

Révisions vers le haut des prévisions du taux d'inflation...

... accompagnés par des révisions vers le bas des prévisions du taux de croissance.

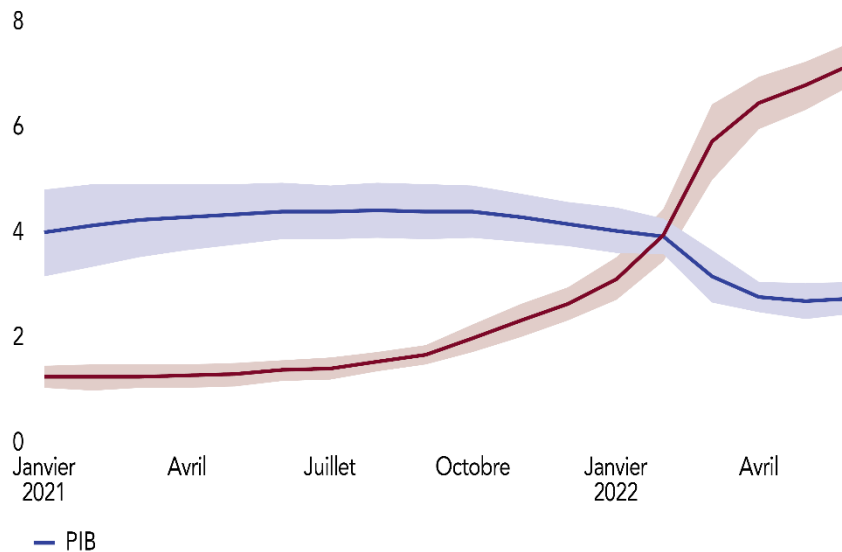
Prévisions États-Unis

(variation annuelle en %)



Prévisions Zone euro

(variation annuelle en %)



Note : Prévision pour l'année 2022 (moyenne), zone grisée +/- un écart type.

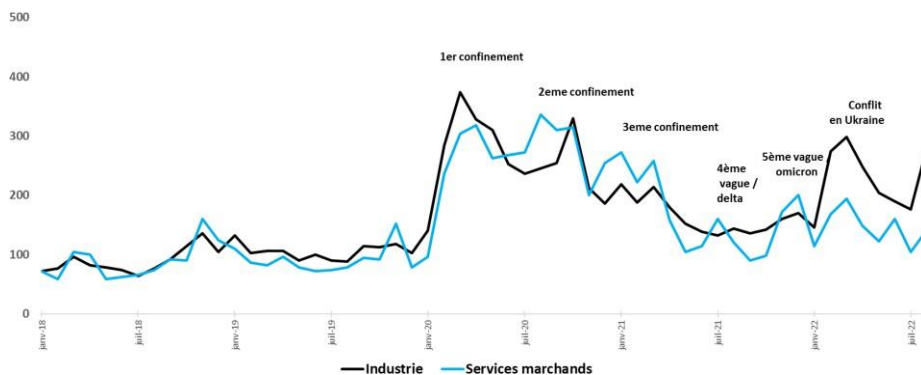
Sources : Consensus Economics, calculs Banque de France. Dernière observation : juin 2022.

LES ÉCLAIRAGES LES PLUS RÉCENTS SUR L'ACTIVITÉ EN FRANCE

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement (en %)



Indicateur d'incertitude



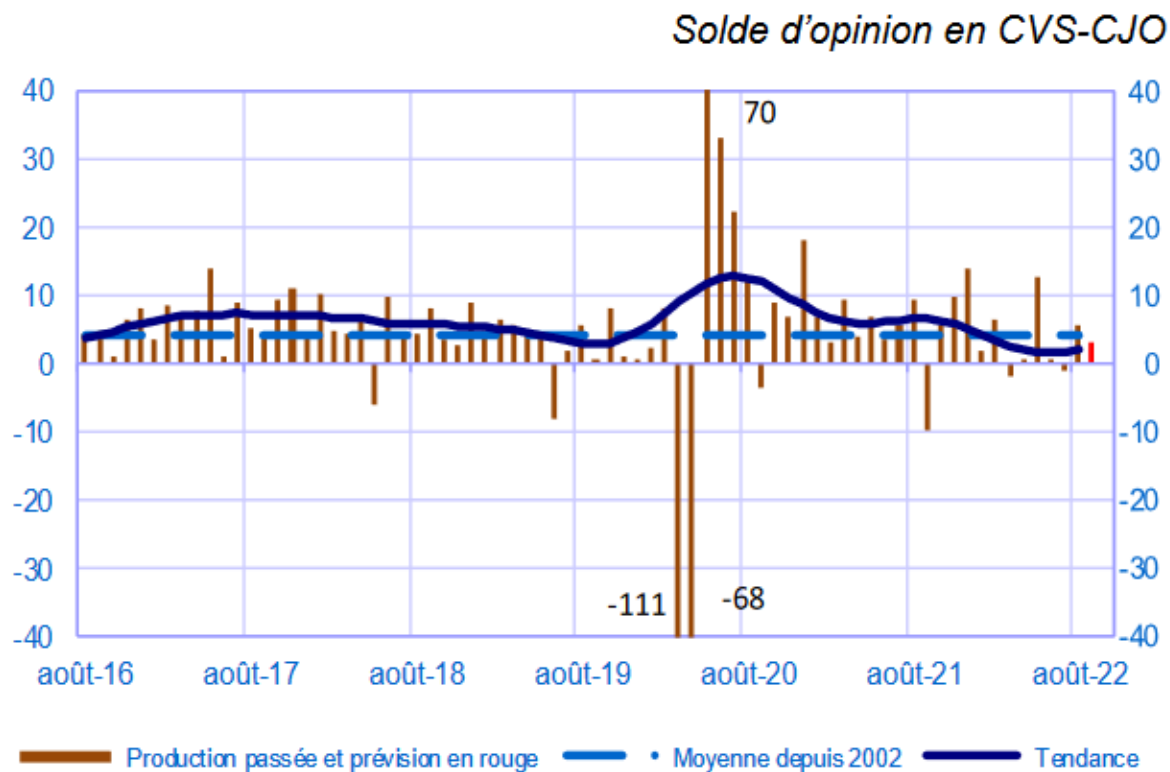
Une demande qui résiste
(croissance attendue à +0,3% au T3, après 0,5% au T2)

Des tensions sur l'offre :

- baisse des difficultés d'approvisionnement des entreprises ;
- des difficultés de recrutement persistantes (57%) ;
- une forte hausse de l'incertitude dans l'industrie en lien avec l'énergie (prix/disponibilité) ;
- La poursuite d'une inflation élevée.

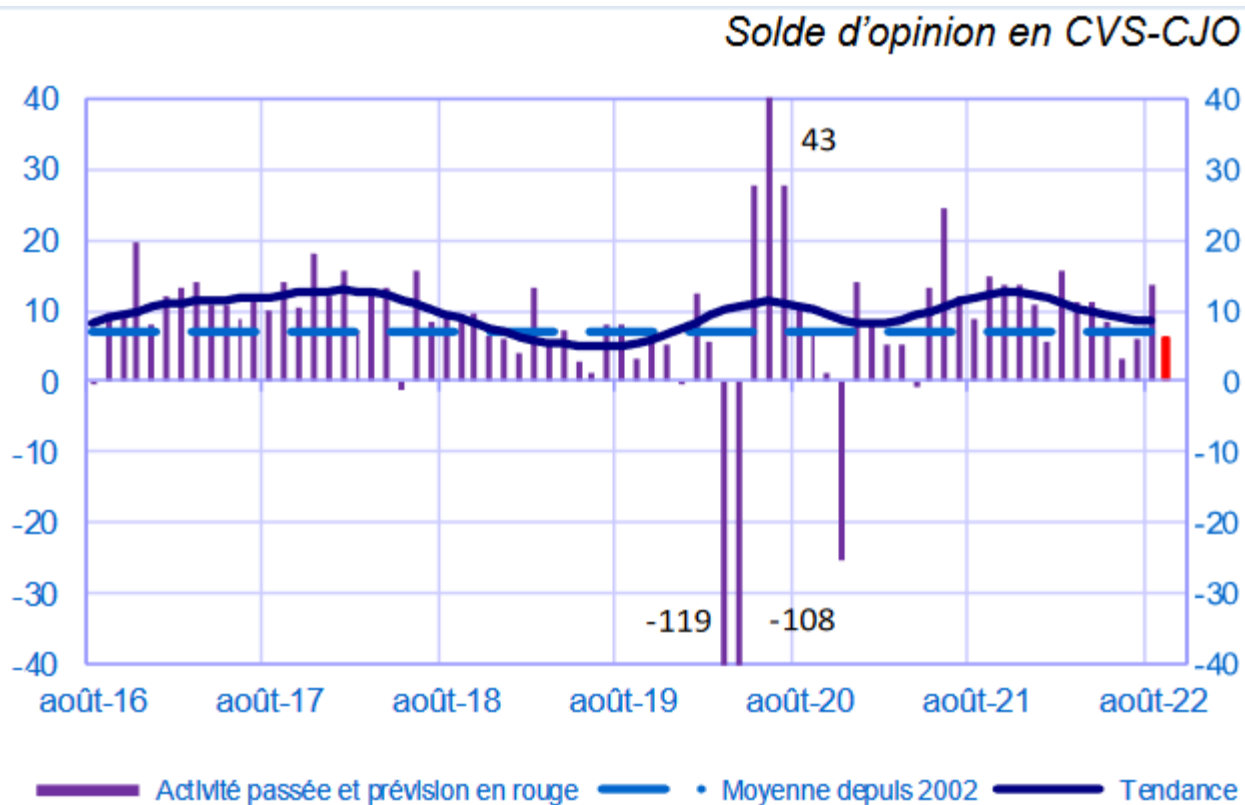
L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

Dans l'industrie, au niveau national, l'activité progresse légèrement en août. Alors que nous constatons un repli au niveau régional.



L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

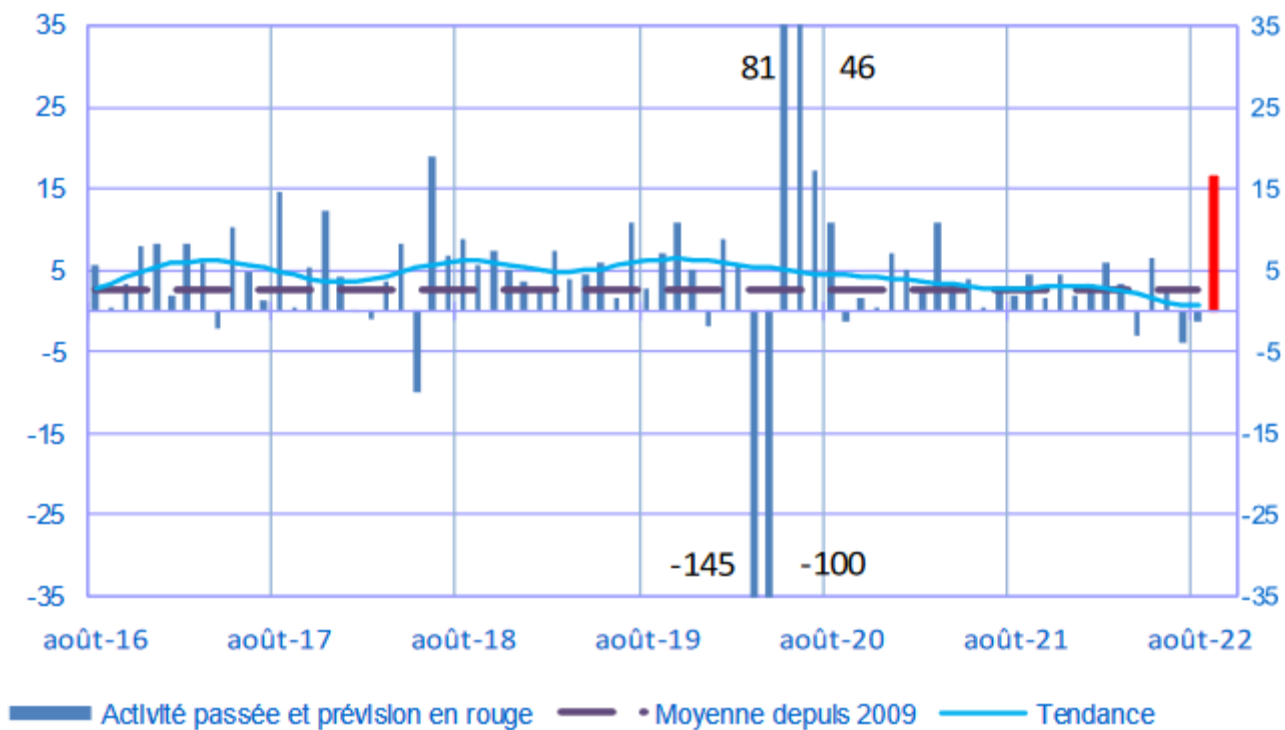
Dans les services marchands, l'activité progresse de nouveau en août, avec une progression plus douce en AURA.



L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

Dans le bâtiment, l'activité est quasi-stable en août, que ce soit au niveau national ou régional, dans le gros œuvre comme dans le second œuvre.

Solde d'opinion en CVS-CJO



LES PRÉVISIONS ZONE EURO / FRANCE

Prévisions de la BCE/Eurosystème

	Prévisions de septembre 2022 (variation annuelle en %)				Révisions par rapport aux Prévisions de juin 2022 (points de pourcentage)		
	2021	2022	2023	2024	2022	2023	2024
PIB réel	5,2	3,1	0,9	1,9	0,3	-1,2	-0,2
IPCH	2,6	8,1	5,5	2,3	1,3	2,0	0,2
IPCH hors énergie et alimentation	1,5	3,9	3,4	2,3	0,6	0,6	0,0

Note : Prévisions Eurosysteme de juin 2022 et prévisions BCE de septembre 2022

Prévisions de la Banque de France

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2019	2020	2021	2022	2023 ^{a)}	2024
PIB réel	1,9	- 7,9	6,8	2,6	{ 0,8 ; - 0,5 }	1,8
IPCH ^{b)}	1,3	0,5	2,1	5,8	{ 4,2 ; 6,9 }	2,7

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel.

a) Les fourchettes de prévisions pour 2023 (et les prévisions pour 2024) ont été établies autour d'un scénario de référence avec des hausses du PIB réel de 0,5 % et de l'IPCH de 4,7 %.

b) À la différence de celles du gouvernement ou de l'Insee qui portent sur l'indice des prix à la consommation (IPC), nos prévisions d'inflation portent sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En août 2022, selon l'Insee, la hausse sur un an de l'IPCH s'établit à 6,6%, à comparer à 5,9% pour l'IPC. L'écart d'évolution entre les deux indices devrait toutefois se réduire à terme si les prix de l'énergie (davantage pondérés dans l'IPCH) se replient.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

SYNTHÈSE DES PROJECTIONS DE SEPTEMBRE 2022

L'économie française traverserait trois phases bien distinctes :

- Une résilience meilleure que prévu au cours de la plus grande partie de 2022.
- En 2023, la projection est entourée d'incertitudes très larges liées à l'évolution de la guerre russe en Ukraine et ses répercussions sur les approvisionnements et les prix de l'énergie. C'est pourquoi nous présentons des fourchettes de prévisions de croissance et d'inflation.
 - Ces fourchettes ont été établies autour d'un scénario de référence avec une croissance du PIB de 0,5% et un taux d'inflation (IPCH) de 4,7%
- Une reprise de l'expansion économique en 2024.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2019	2020	2021	2022	2023 ^{a)}	2024
PIB réel	1,9	- 7,9	6,8	2,6	{ 0,8 ; - 0,5 }	1,8
IPCH ^{b)}	1,3	0,5	2,1	5,8	{ 4,2 ; 6,9 }	2,7

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel.

a) Les fourchettes de prévisions pour 2023 (et les prévisions pour 2024) ont été établies autour d'un scénario de référence avec des hausses du PIB réel de 0,5 % et de l'IPCH de 4,7 %.

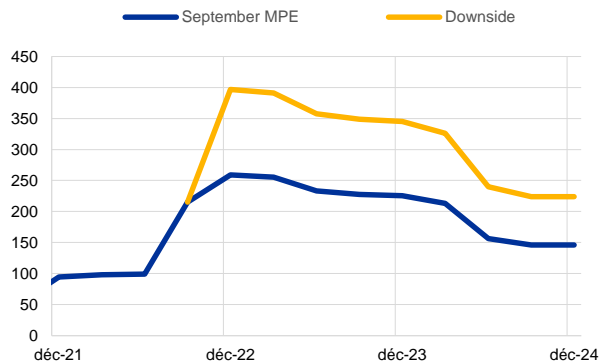
b) À la différence de celles du gouvernement ou de l'Insee qui portent sur l'indice des prix à la consommation (IPC), nos prévisions d'inflation portent sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En août 2022, selon l'Insee, la hausse sur un an de l'IPCH s'établit à 6,6%, à comparer à 5,9% pour l'IPC. L'écart d'évolution entre les deux indices devrait toutefois se réduire à terme si les prix de l'énergie (davantage pondérés dans l'IPCH) se replient.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

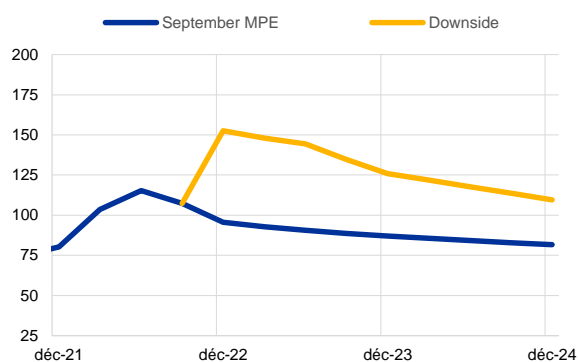


SCENARIO ADVERSE : INTENSIFICATION DU CONFLIT RUSSIE-UKRAINE ET RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Hypothèses sur le prix du gaz (EUR/MWh)



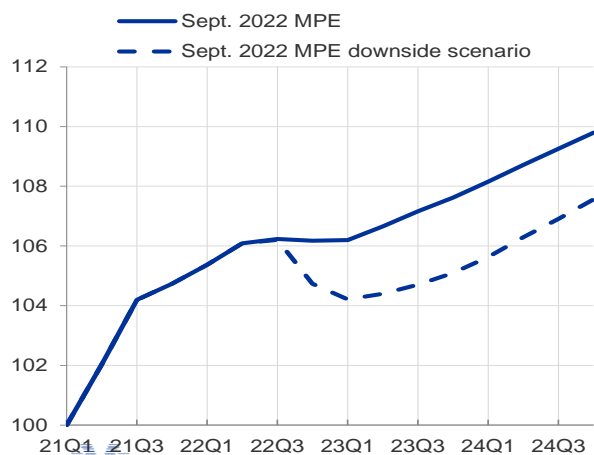
Hypothèses sur le prix du pétrole (USD/barrel)



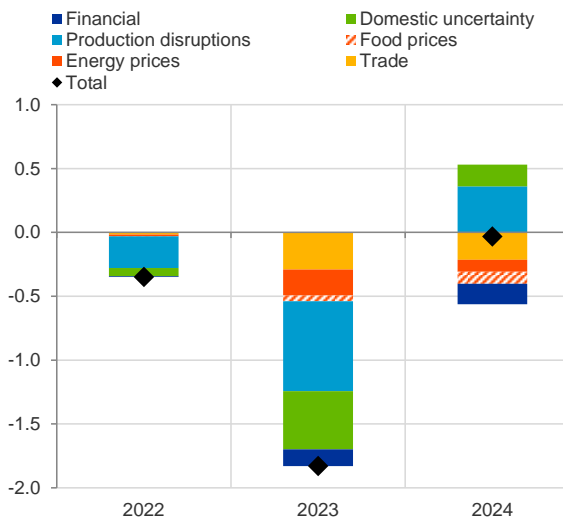
Autres chocs

- Choc de production** : rationnement de l'énergie
- Choc financier** : hausse des spreads corporate, baisse de prix d'actif et hausse des taux d'emprunt
- Choc commercial** : récession -18 % en Russie en 2023
- Choc sur les prix alimentaires (céréales)**
- Choc d'incertitude**

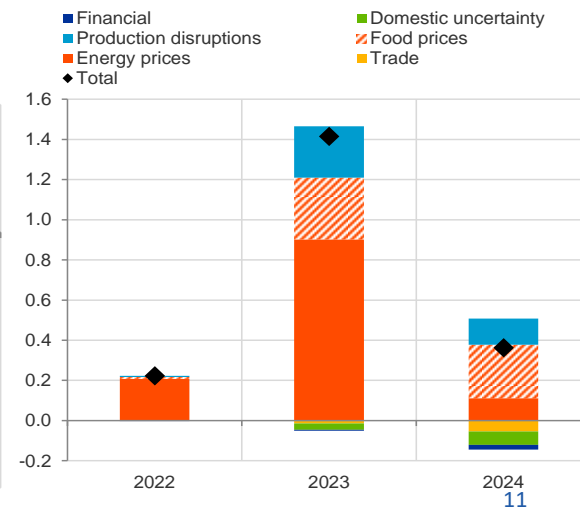
PIB ZE en niveau (2021T1=100)



Écart de taux de croissance du PIB au scénario central ZE en ma (%)



Écart de l'IPCH total au scénario central ZE en ma (%)





Le retour de l'inflation

LE RETOUR DE L'INFLATION

Après une décennie en-dessous de l'objectif de 2 %, la hausse des prix connaît une forte accélération.

En août 2022, l'inflation a atteint **+6,5 %** en France selon l'indice harmonisé IPCH, **+5,8 %** selon l'indice IPC*.

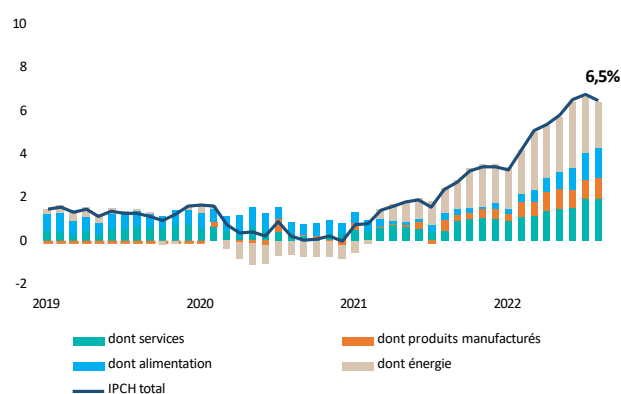
Ce niveau **trop élevé** reste néanmoins le plus bas de la zone euro (**moyenne de la zone euro à + 9,1 %**), grâce notamment au bouclier tarifaire.

En août 2022, l'inflation de la zone euro a encore été marquée par une **forte dispersion**.

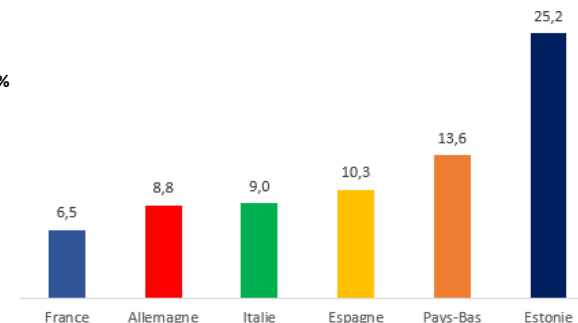
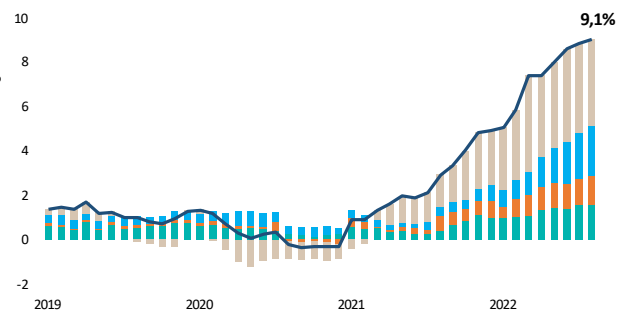
Graphique 1 Inflation et composantes

(en %, en glissement annuel)

a) En France



b) En zone euro



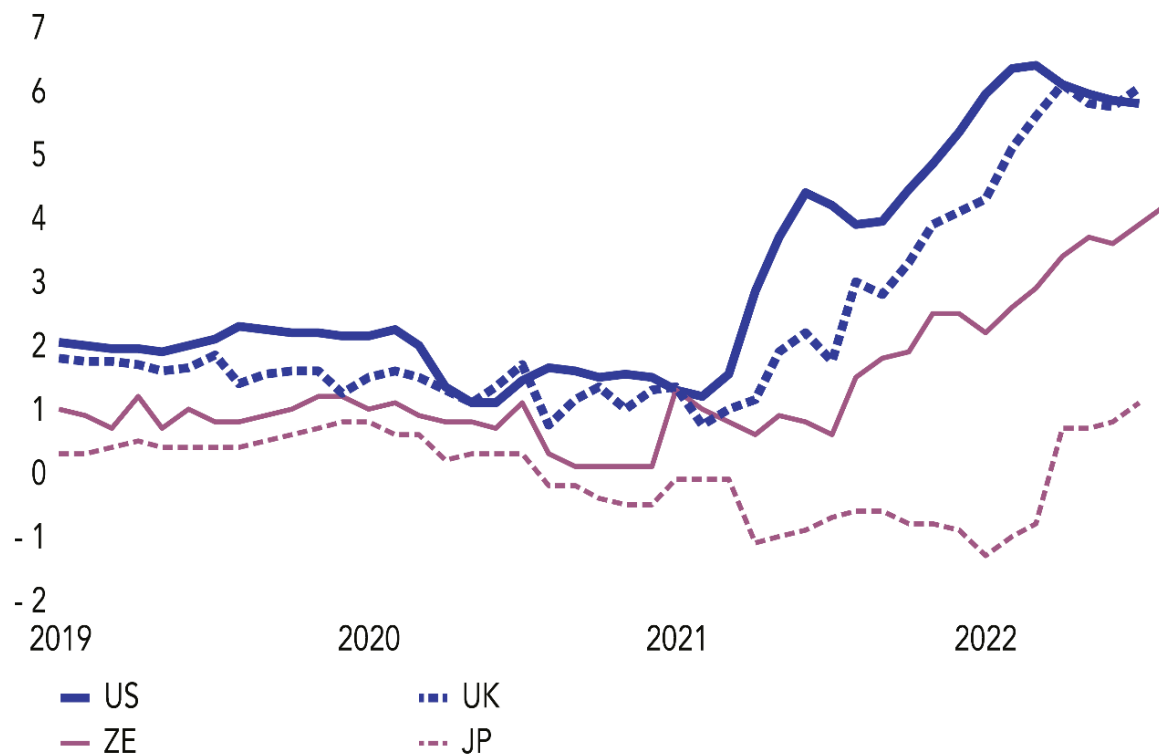
Inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) :
+4,1 % en France, +4,3 % en zone euro.

Une inflation désormais également plus « **interne** », plus « **large** », qui va se maintenir à un niveau élevé sous l'effet des chocs sur le prix du gaz.

UN RETOUR GÉNÉRALISÉ DE L'INFLATION, MÊME AU JAPON

Taux d'inflation hors énergie et alimentation

(en GA, %)

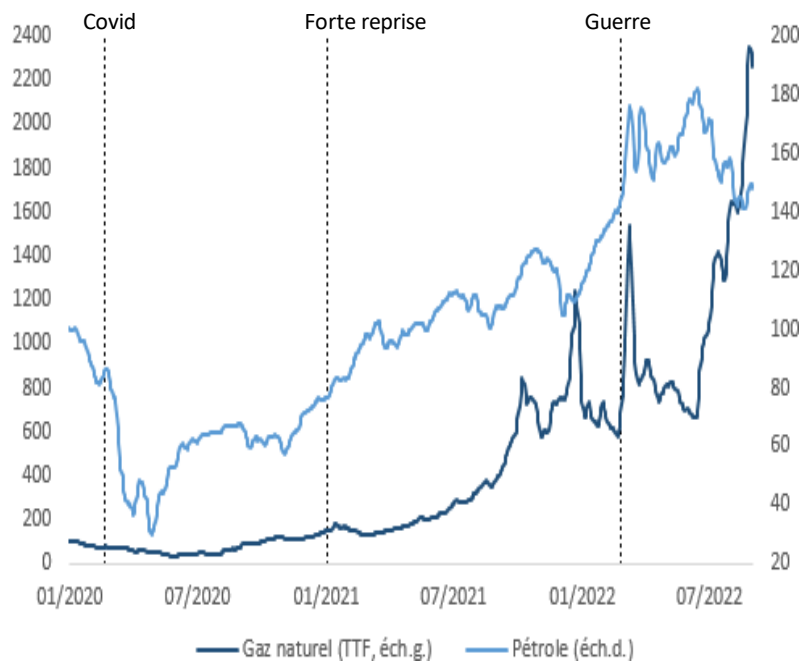


Sources : BLS, ONS, BOJ, EUROSTAT, dernier point : juillet sauf ZE : aout

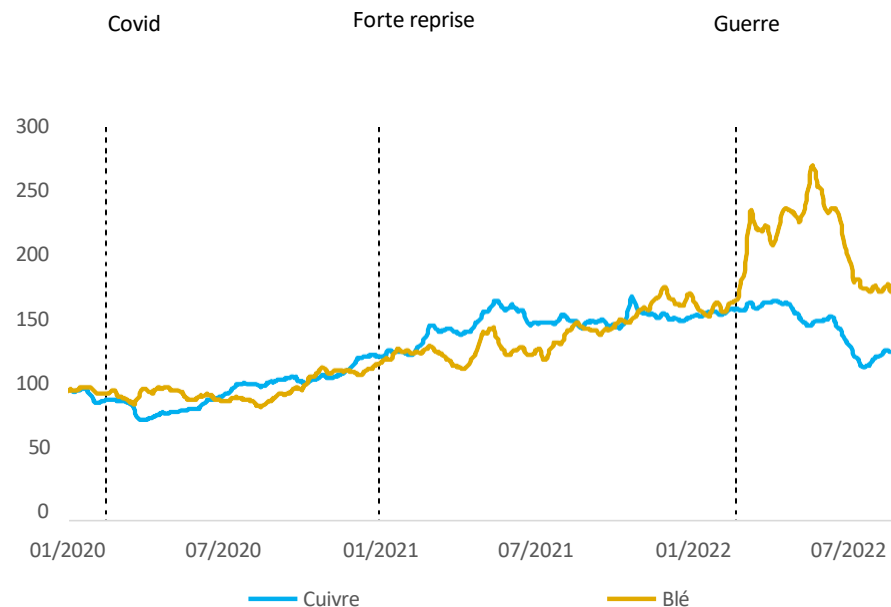
ÉVOLUTION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Au choc du COVID puis de la forte reprise, s'est ajouté celui de la guerre en Ukraine, provoquant une forte hausse des prix de l'énergie et de l'électricité en Europe.

Graphique 19 Cours des combustibles fossiles



Graphique 20 Indices des prix des matières agricoles et métaux industriels

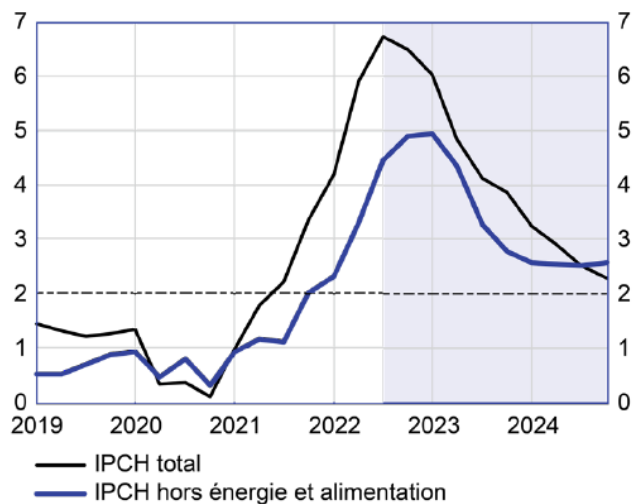




L'INFLATION CONNAÎTRAIT SON PIC DÉBUT 2023, AVANT DE REVENIR VERS 2 % D'ICI FIN 2024

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

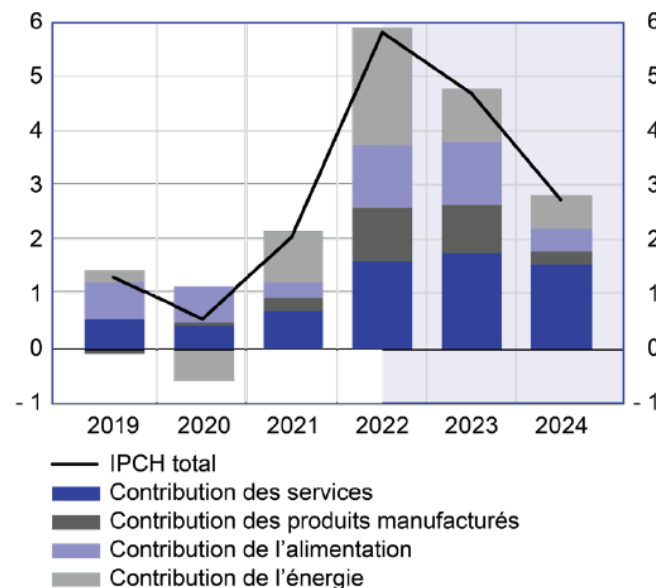
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 4 : Décomposition de l'IPCH

(croissance en %, contributions en points de pourcentage, moyenne annuelle)



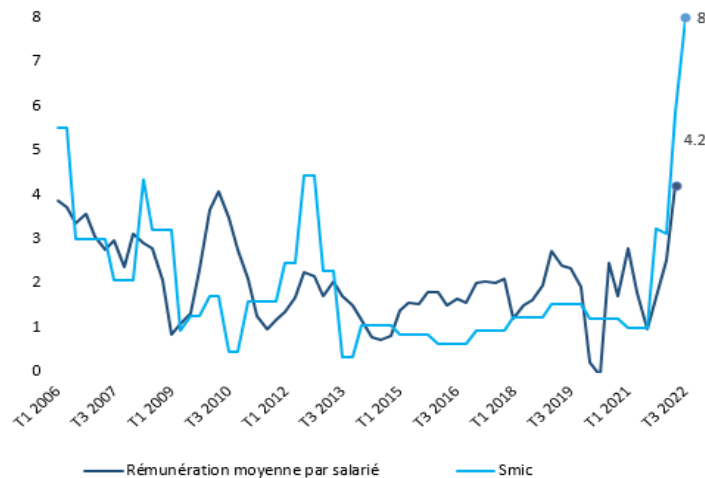
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

ÉVOLUTION DES SALAIRES ET DU POUVOIR D'ACHAT

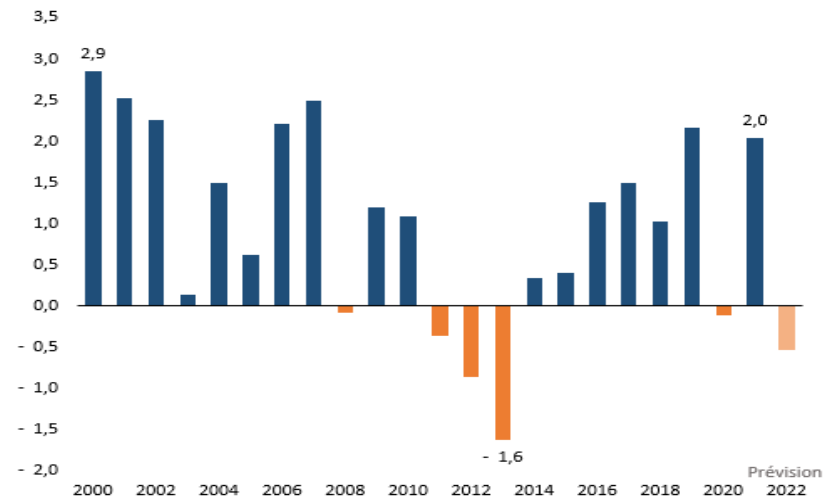
- La rémunération moyenne par salarié (y.c. bonus, primes, heures supplémentaires etc.) croît de 4,2 % en glissement annuel au 2^e trimestre 2022. Selon nos premières estimations, elle continuerait à accélérer dans les prochains trimestres pour atteindre un pic proche de 6 % mi-2023.
- Mais à ce stade, pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires.

- Les ménages sont inégalement touchés par l'inflation.
- Ils ressentent néanmoins fortement la perte moyenne de pouvoir d'achat début 2022. Après plusieurs années de hausse significative, le pouvoir d'achat moyen serait impacté sur 2022.
- Le recul de pouvoir d'achat semble nettement plus marqué dans le reste de la zone euro et au Royaume-Uni.

Graphique 5 Évolution du Smic et de la rémunération moyenne par salarié en France (glissement annuel, en %)



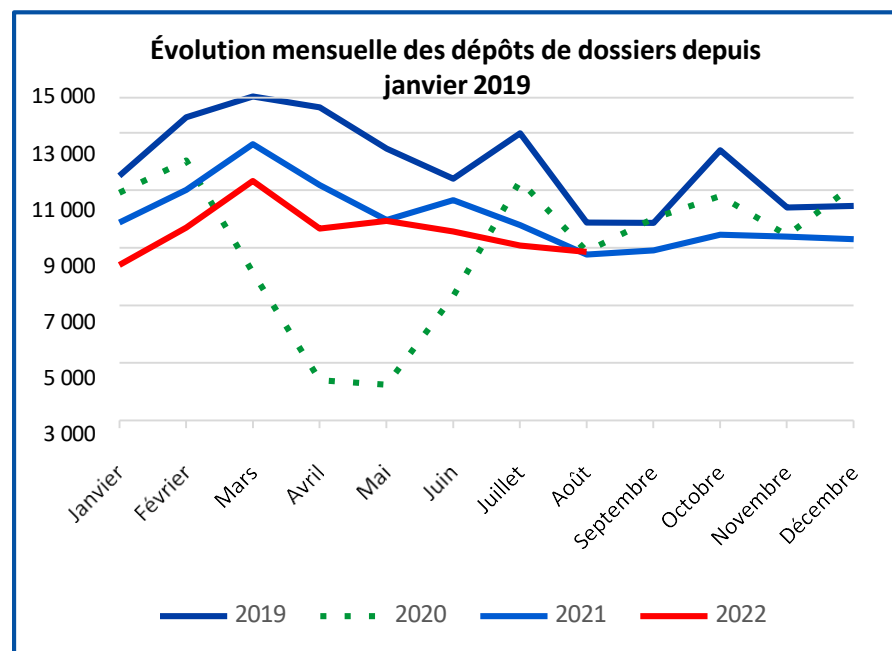
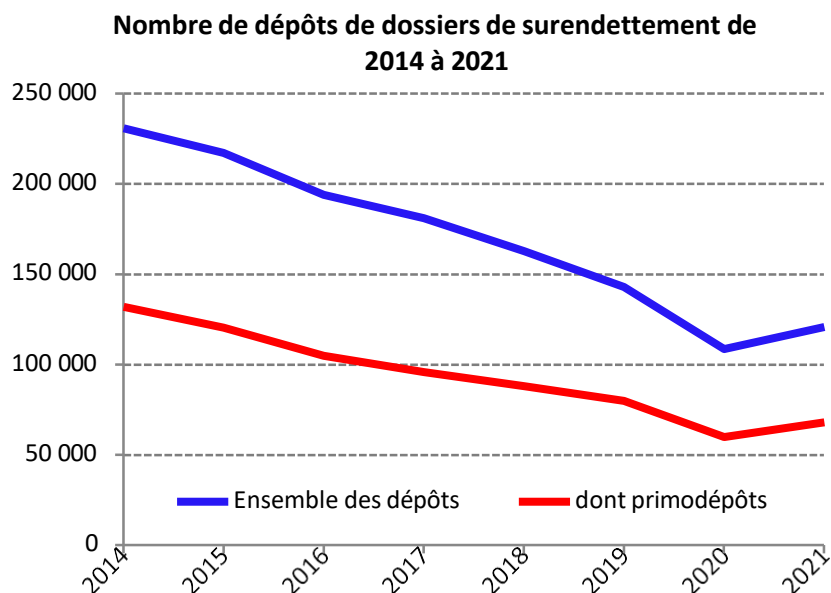
Graphique 4 Évolution du pouvoir d'achat par habitant en France (en %, moyenne annuelle)



Sources : Insee, Banque de France (prévision 2022).

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT

Le nombre de dossiers déposés a presque diminué de moitié entre 2014 et 2021 (-48%)



ANTICIPATIONS D'INFLATION

Anticipations d'inflation



Ménages européens :
3 % à horizon 3 ans (médiane)
*Enquête Consumer Expectation Survey, BCE,
Juillet 2022*



Prévisionnistes professionnels :
2,2 % à horizon 5 ans



Entreprises françaises :
3 % à horizon 3-5 ans (médiane)
*Enquête Anticipation d'inflation, BdF, T2
2022*



Marchés :
2,1 % moyenne sur 5 ans à
horizon 5 ans



Normalisation de la politique monétaire et ses enjeux

UNE NORMALISATION MONÉTAIRE INDISPENSABLE

Une inflation autour de 2 % à moyen terme est aussi et surtout :

- notre mandat
- notre engagement ferme

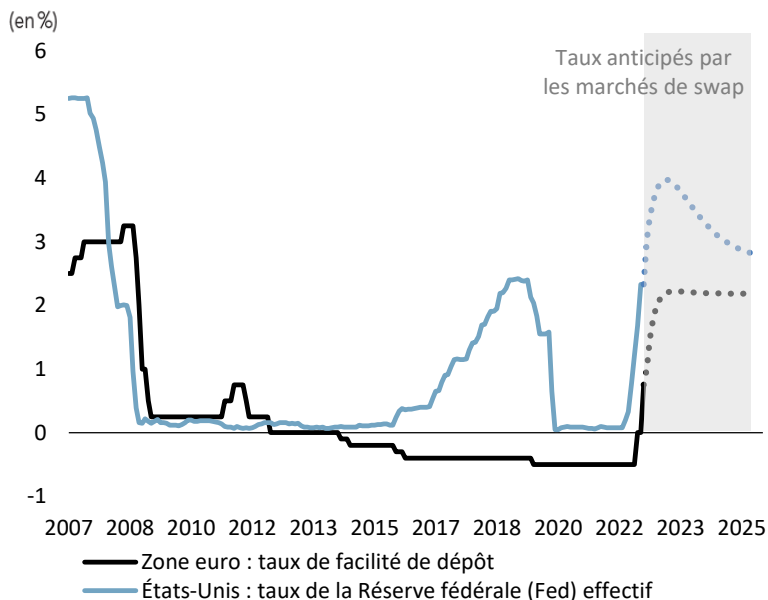
Inflation trop faible durant la dernière décennie ➔ Politique monétaire accommodante

La situation s'est aujourd'hui inversée ➔ Normalisation monétaire

Normalisation monétaire

- hausse des taux directeurs +75 bp en septembre après +50 bp en juillet
- une approche réunion par réunion des décisions
- aller dans une manière ordonnée vers le «taux neutre», actuellement estimé entre 1 % et 2 %
- resserrement éventuel au-delà, si nécessaire pour remédier à l'inflation excessive
- création du nouvel « instrument de protection de la transmission » (\neq spreads injustifiés)
- notre volonté et notre capacité à remplir notre mandat sont inconditionnelles

Graphique 10 Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis



Dans la durée, la solution efficace à l'inflation n'est pas budgétaire, elle est monétaire, avec le relais de politiques structurelles.

LA PLUPART DES BANQUES CENTRALES DES PAYS AVANCÉS SONT ENGAGÉES DANS UN CHANGEMENT D'ORIENTATION DE LEUR POLITIQUE MONÉTAIRE ...

Principales décisions de politique monétaire

BCE
(CGouv
08/09)



Taux directeurs : Hausse des 3 taux directeurs de +75 bps en septembre après +50 bps en juillet. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt seront relevés à respectivement 1.25%, 1.50% et 0.75% à compter du 14/09/22.

APP : réinvestissement intégral pendant une période prolongée, et aussi longtemps que nécessaire.

PEPP : réinvestissement intégral au moins jusqu'à la fin de 2024.

Tiering : suspension du système à deux paliers pour la rémunération des excédents de réserve, en fixant le multiplicateur à zéro.

TPI : instrument de protection de la transmission de la politique monétaire pour lutter contre une dynamique de marché injustifiée et désordonnée.

Fed (27/07)



Taux directeurs : Taux Fed Funds à [2,25% ; 2,50%] depuis le 27/07 (2^e ↗ consécutive de +75 bps)

QT: réduction du bilan depuis le 1^{er} juin, avec une accélération du rythme depuis le 1^{er} septembre.

BoE (04/08)



Taux directeur : ↗ du bank rate de +50 bps à 1,75% le 04/08.

Prévision : La BoE attend une récession à partir du T4 22 pour 5 trimestres

QT : Réduction du bilan avec vente active de Gilts à partir de septembre.

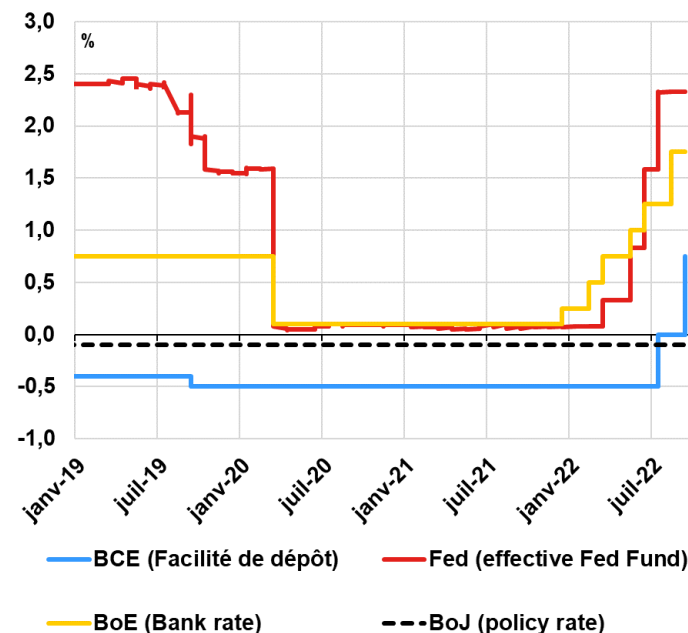
BoJ (21/07)



Taux directeurs : inchangés à -0,1%

Outils de politique monétaire : inchangés (forward guidance, programmes d'achats, yield curve control).

Taux directeurs depuis 2019



Source : Bloomberg – Actualisation au 09/09/2022

Autres BC de pays avancés

Riksbank : Repo rate à 0,75% depuis le 30/06 (+50 bps)

Norges Bank : Taux de dépôt à 1,75% depuis le 18/08 (+50 bps)

SNB : Policy rate à -0,25% depuis le 16/06 (+50 bps)

BoC : Policy rate à 3,25% depuis le 07/09 (+75 bps)

RBA : Cash rate à 2,35% depuis le 06/09 (+50 bps)

RBNZ : Cash rate à 3,0% depuis le 18/08 (+50 bps)

... ET LES MARCHÉS ANTICIPENT QUE CERTAINES BANQUES CENTRALES POURRAIENT NORMALISER AU-DELÀ DU TAUX NEUTRE

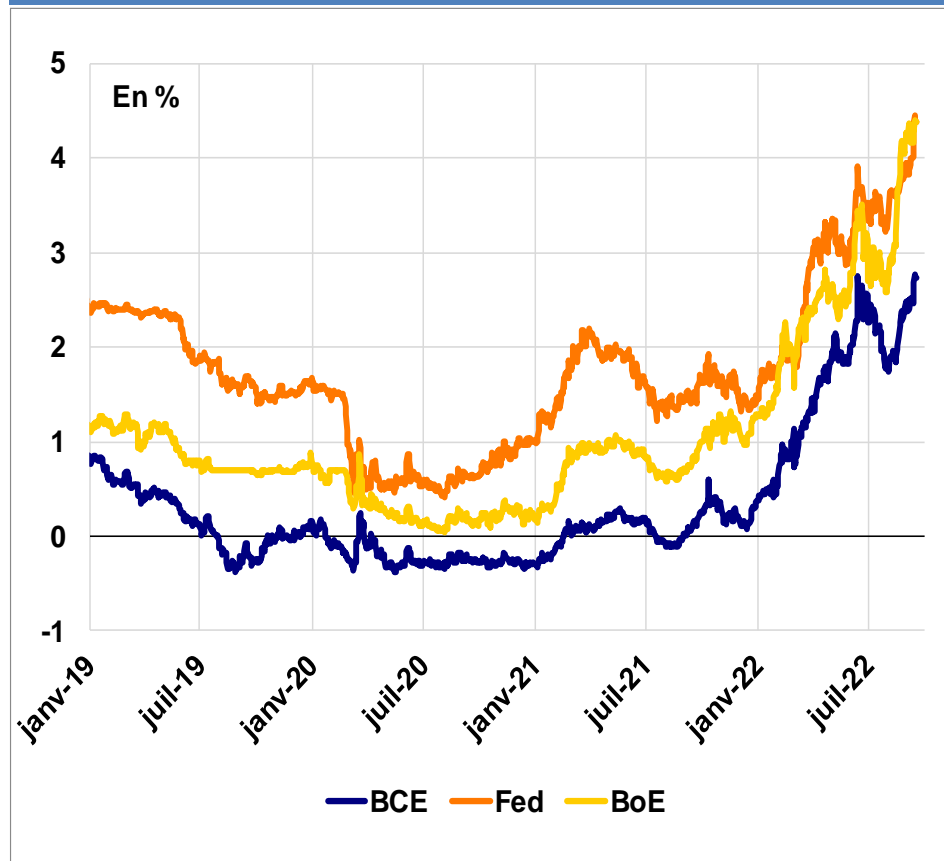
Taux neutre ≠ taux terminal

Quel taux terminal pour les principales BC selon les marchés monétaires ?

- **BCE** : Taux terminal un peu supérieur à 2,5% vs. taux neutre inférieur ou proche de 2% (Villeroy de Galhau, 09/09)
- **Fed** : Taux terminal proche de 4,5% vs. taux neutre autour de 2,5% (dots)
- **BoE** : Taux terminal proche de 4,5% vs. taux neutre compris entre 1,25-2,5% (M. Saunders)

➔ La Fed et la BoE normaliseraient bien au-delà du taux neutre.

Taux terminal autour de 4,5% aux États-Unis et au Royaume-Uni et un peu supérieur à 2,5% en zone euro selon les OIS



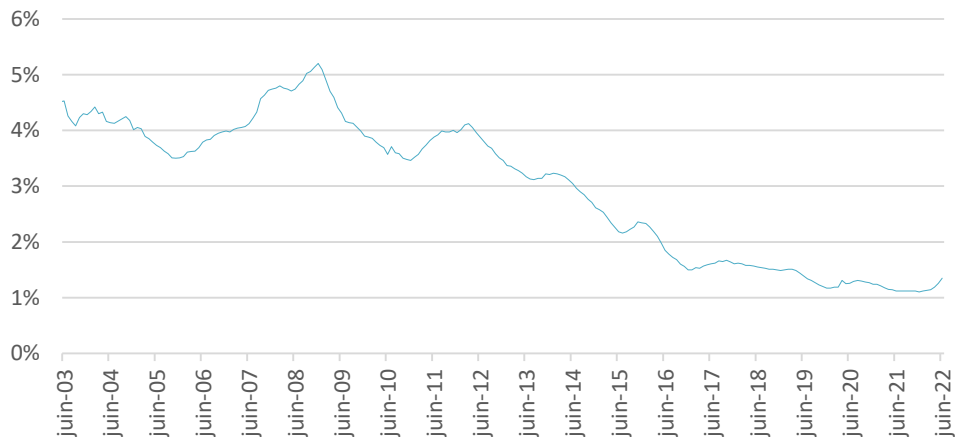
Données : Bloomberg – Actualisation au 18/09/2022 / Tableaux-Graphiques : SAM



LA REMONTÉE DES TAUX DES CRÉDITS IMMOBILIERS S'ACCÉLÈRE TOUT EN RESTANT À UN NIVEAU HISTORIQUEMENT BAS

- La remontée des taux des crédits immobiliers permet de revenir à des **taux plus « normaux »**
- La progression des taux est encadrée par le **taux d'usure**
- Révision trimestrielle le 1^{er} octobre 2022

Taux des crédits moyens à l'habitat à long-terme



CRÉDITS IMMOBILIERS

Crédits immobiliers et prêts pour travaux d'un montant supérieur à 75 000 euros

Prêts à taux fixe d'une durée inférieure à 10 ans

Taux effectif moyen
Au T2 2022

1,95

Taux d'usure
Au 1er juillet 2022

2,60

Prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans

1,95

2,60

Prêts à taux fixe d'une durée de 20 ans et plus

1,93

2,57

Prêts à taux variable

1,84

2,45

Prêts relais

2,24

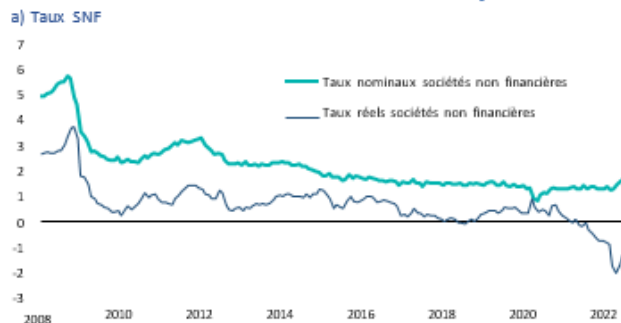
2,99

FINANCEMENT DES ENTREPRISES, DES MÉNAGES ET DE L'ÉTAT

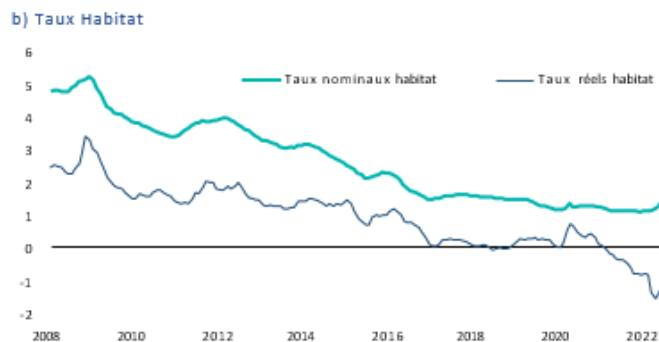
Crédits bancaires aux entreprises et crédits immobiliers des ménages

- Taux **nominaux** historiquement bas, malgré une légère augmentation depuis fin 2021.
- Taux **réels** (après déduction des anticipations d'inflation) négatifs depuis 2021, restent favorables à l'activité économique.

Taux des crédits aux entreprises



Taux des crédits immobiliers



État : taux des obligations souveraines françaises

Graphique 12 Taux des obligations souveraines de l'État français
(en % annualisé)

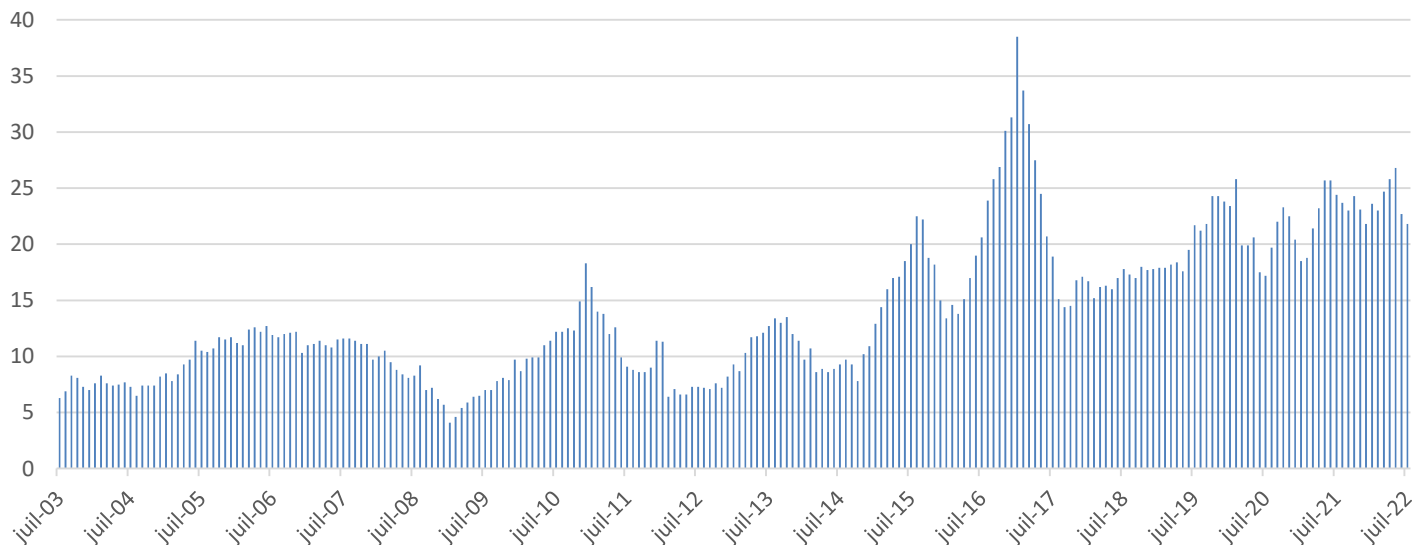




LA PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT SE NORMALISE PROGRESSIVEMENT

- La production de crédits à l'habitat atteint 21,8 milliards en juillet (après 22,7 milliards en juin et le pic de 26,8 milliards en mai).
- Cette production se rapproche de la moyenne sur 5 ans (20,3 milliards), reflétant le processus de normalisation en cours.

Encours des crédits nouveaux à l'habitat des particuliers, flux CVS



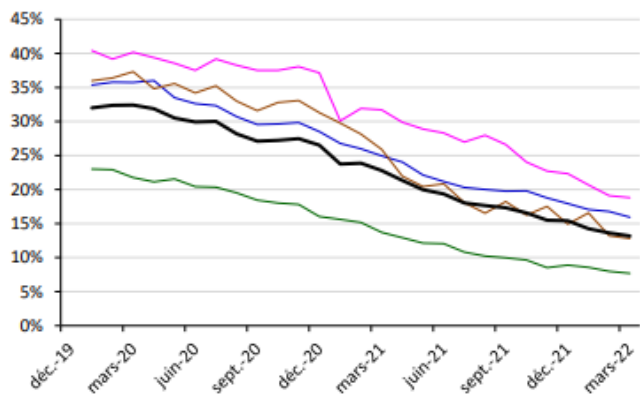
Le **taux de croissance annuel** de l'encours des crédits à l'habitat poursuit sa croissance en juillet (+6,4 %, après +6,6 % en juin), et se maintient à un niveau élevé.



L'IMMOBILIER NE PRÉSENTE PAS DE RISQUE MAJEUR POUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE

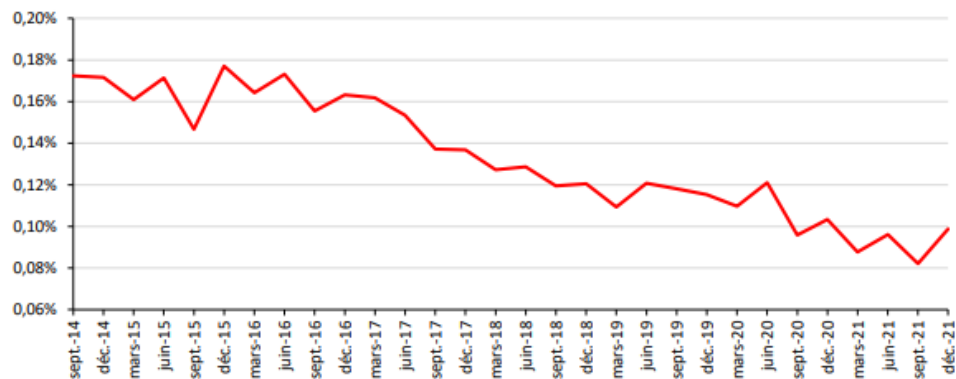
Au total, les risques demeurent contenus, comme en témoignent le recul des prêts dont les conditions représentent un taux d'effort très élevé et la faible sinistralité des crédits.

Part des crédits présentant un taux d'effort supérieur à 35 % par objet



- Primo-accédants
- Autres acquéreurs déjà propriétaires
- Investissement locatif
- Autres crédits
- Total nouveaux crédits (hors rachats, renégociations et regroupements)

Taux de passage en défaut trimestriel sur les crédits à l'habitat



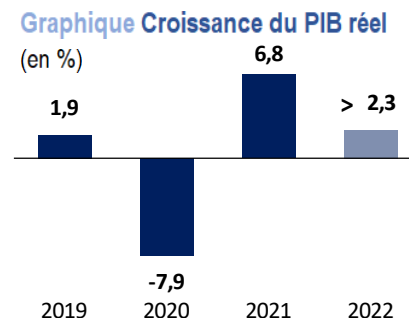
Source : ACPR, enquête annuelle sur le financement de l'habitat



Quelle politique d'offre ?

POUR ÊTRE SURMONTÉ, LE CHOC DE LA GUERRE EN UKRAINE DOIT ÊTRE ÉQUITABLEMENT RÉPARTI

- « Prélèvement extérieur » : environ 2,5 % du PIB
- Choc Ukraine différent du choc Covid
 - Effet PIB moins brutal : ne justifie pas un nouveau « quoi qu'il en coûte »
 - Choc inflationniste et non déflationniste : pas de soutien de la politique monétaire
 - Choc plus durable : s'adapter au nouvel environnement



L'amortisseur public ne peut cette fois-ci jouer que partiellement

⇒ un effort équitablement réparti



Entreprises: leurs marges seraient affectées en 2022-2023 avant de retrouver un niveau proche du pré-Covid en 2024



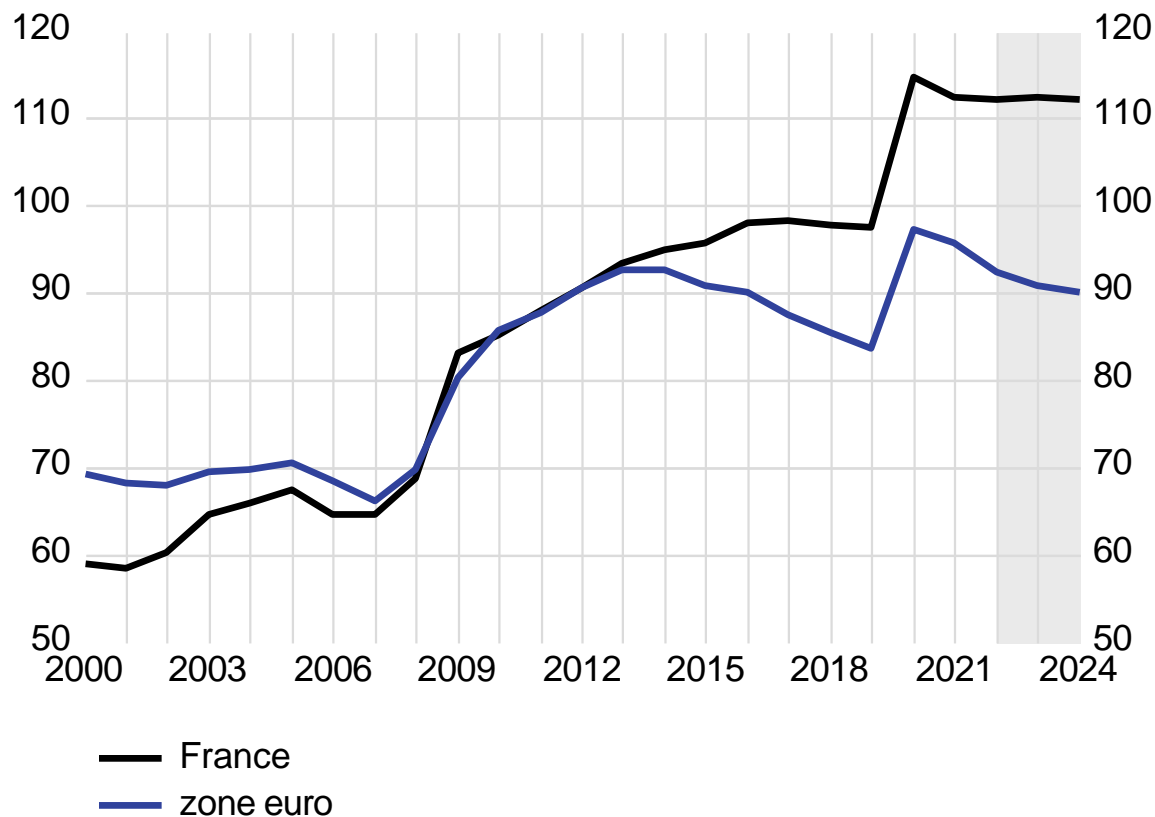
Ménages: pouvoir d'achat affecté en 2022, se redresserait d'ici 2024. Aider les personnes (et notamment les plus touchées) plutôt que la consommation d'énergie



État: coût des premières mesures gouvernementales déjà proche de 50 milliards d'euros en 2022. **Viser des mesures ciblées et temporaires.**



LE TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC SERAIT AU MIEUX STABILISÉ



POUR RÉDUIRE L'INFLATION ET ACCROÎTRE LA CROISSANCE, MUSCLER NOTRE CAPACITE PRODUCTIVE

Politiques monétaires et budgétaires de soutien à la demande : adaptées au choc Covid, moins pertinentes face au choc Ukraine



Politiques de l'offre, pour « muscler » notre capacité productive dans la durée

→ Elles contribueraient à **réduire l'inflation**

Elles **renforceraient la croissance potentielle** (« vitesse de croisière » de l'économie

→ française) d'environ **un demi-point : l'augmenter d'environ 1,25 % aujourd'hui jusqu'à 1,5 % – 2 %, si nous réussissons trois grandes transformations**



Transformation
écologique et
énergétique

*1/3 de la croissance potentielle
supplémentaire*



Transformation
numérique



Augmentation de l'offre de travail
et des compétences

*2/3 de la croissance potentielle
supplémentaire*

Nous pourrions alors viser de concilier le plein-emploi à 5 ou 10 ans, le soutien au pouvoir d'achat durablement financé, et la réduction de la dette publique

UN DÉFI SPÉCIFIQUE À LA FRANCE : L'OFFRE DE TRAVAIL, ET SA QUALIFICATION

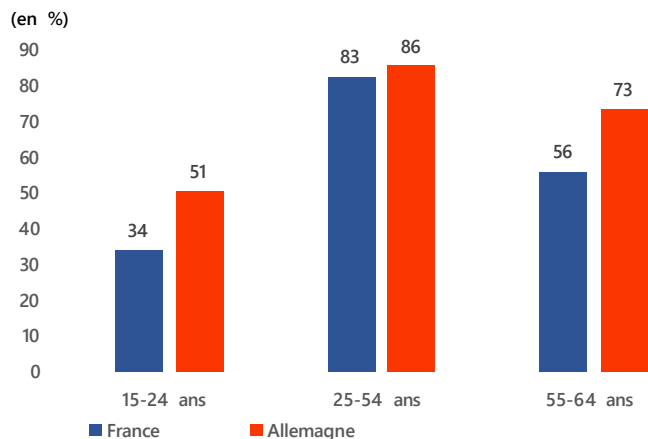
2,9 millions
demandeurs d'emplois

vs.

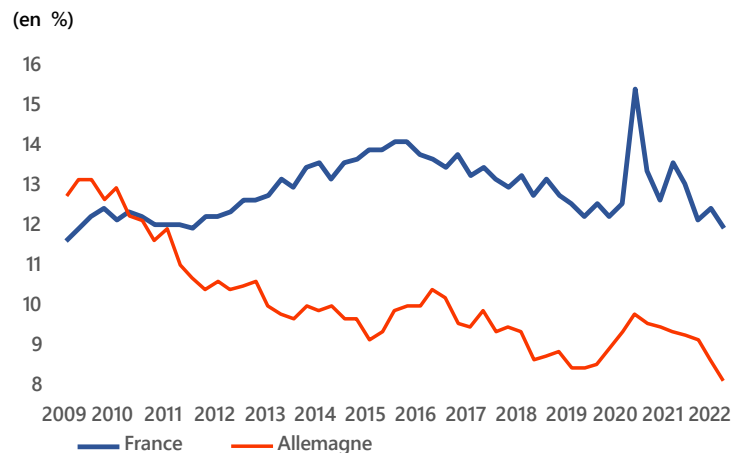
350 000 emplois non pourvus

57 % des entreprises éprouvent des
difficultés de recrutement

Graphique 17 Taux d'emploi par classe d'âge en France et en Allemagne



Graphique 18 Part des jeunes entre 15 et 29 ans ni en études, ni en emploi, ni en formation, en France et en Allemagne



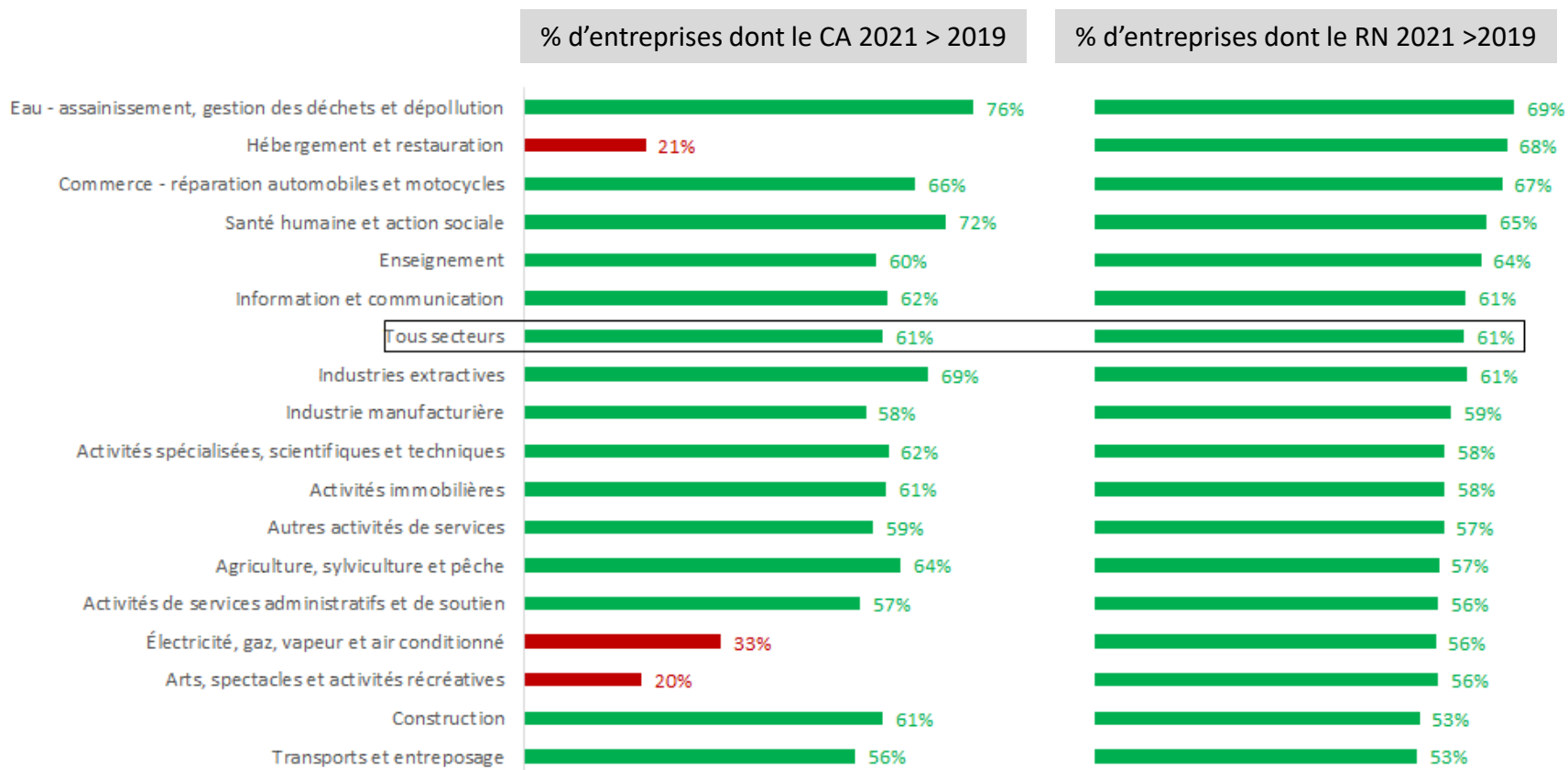
Quelques leviers possibles, relevant naturellement du débat démocratique :

- ➔ **Pour tous** Formation professionnelle (optimisation CPF) ; ajustement de l'assurance-chômage ?
- ➔ **Pour les jeunes** Apprentissage et éducation
- ➔ **Pour les seniors** Réforme des retraites, si (i) juste (ii) engagement des entreprises envers leurs seniors ?



Quid de la situation des entreprises?

BILANS 2021 : AMÉLIORATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT NET PAR RAPPORT À 2019 DANS LA PLUPART DES SECTEURS

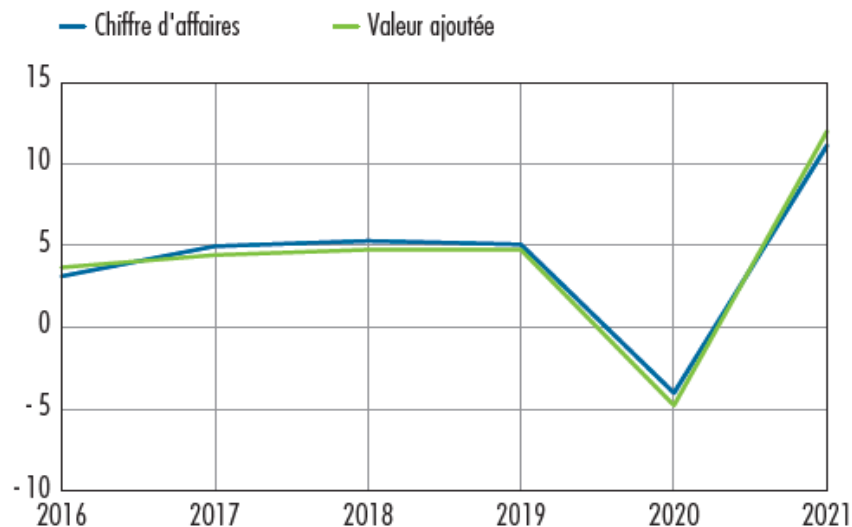


Périmètre : 195 050 entreprises cotées significativement pour lesquelles la BDF dispose d'un bilan arrêté en 2021, 2020 et en 2019. Les entreprises dont le secteur est inconnu et les entreprises du secteur « activités financières et d'assurance » sont exclues du graphique.

BILANS 2021 : FOCUS SUR LES PME... EN BONNE SITUATION FINANCIÈRE POUR AFFRONTER LES DIFFICULTÉS DE 2022

G1 Variation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des PME

(en %)



Source: FIBEN (données disponibles en juin 2022)

- Un zoom sur la situation des PME confirme qu'elles ont globalement abordé 2022 en bonne situation :
 - leur chiffre d'affaires a augmenté de 11,2 % en 2021, entraînant un redressement de leur taux de marge et de leur rentabilité. Le net redressement du résultat 2021 a permis un important renforcement des capitaux propres.
 - après une forte hausse de leurs dettes en 2020, alimentée par le recours aux prêts garantis par l'État, les PME ont sensiblement réduit leur taux d'endettement en 2021. Parallèlement, la trésorerie s'est encore renforcée de 8 % en 2021.

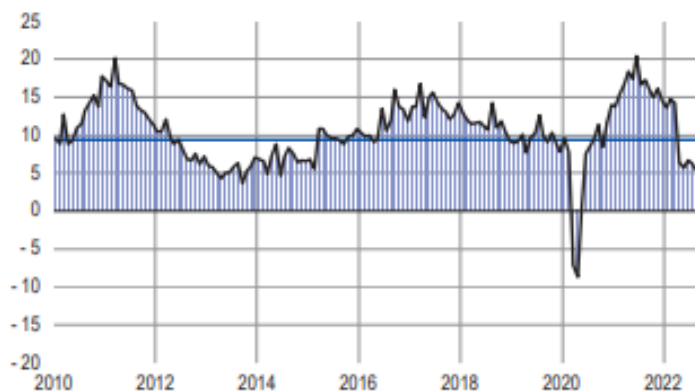


EN 2022 : UNE ACTIVITÉ QUI RÉSISTE MAIS UNE TRÉSORERIE QUI COMMENCE À S'ÉRODER

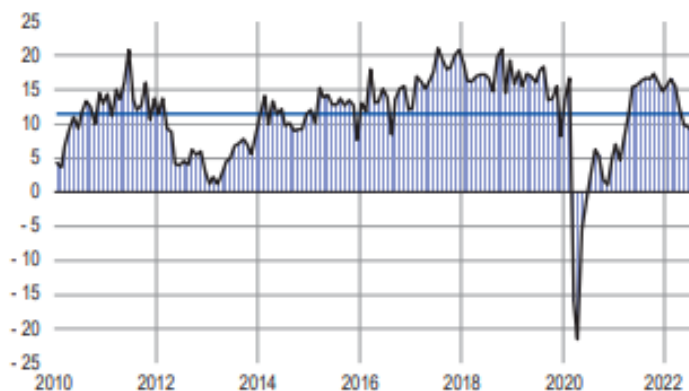
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



■ Moyenne mensuelle

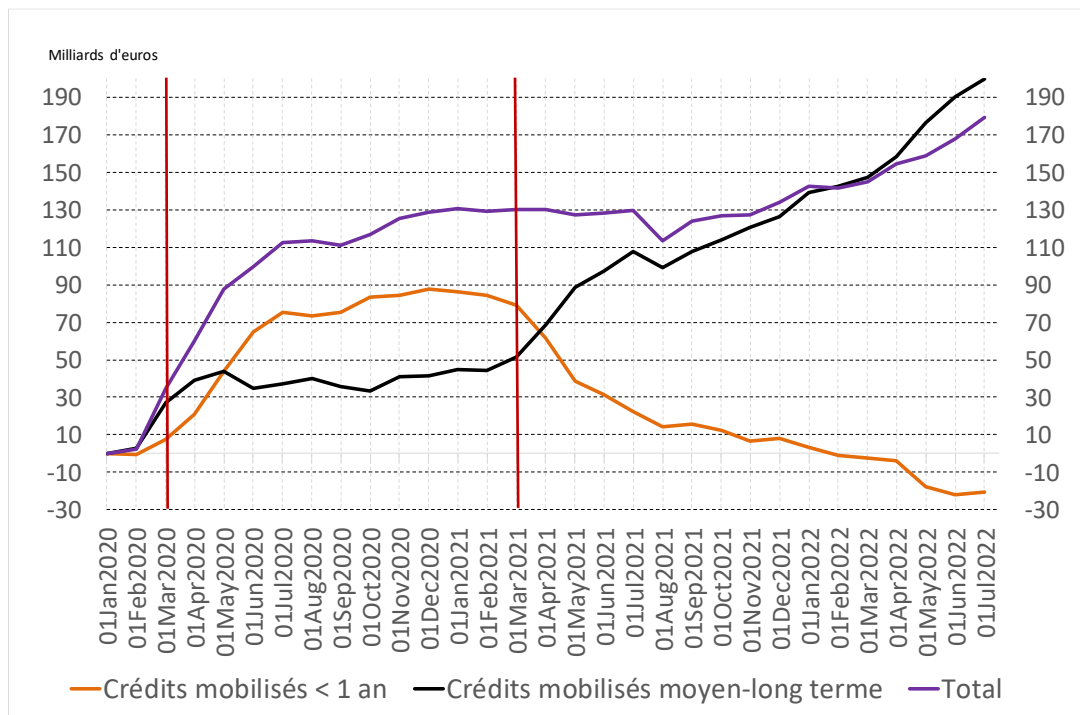
— Moyenne sur 15 ans

- En 2022, la guerre en Ukraine et les mesures de confinement en Chine entraînent des hausses de prix de façon notable pour les prix agricoles et les prix de l'énergie. Ces hausses de prix des approvisionnements pèsent sur la trésorerie des entreprises.
- Pour 2022, l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) de la Banque de France témoigne d'une dégradation au deuxième trimestre, avec un repli des soldes d'opinion relatifs à la question sur la situation de trésorerie.



LA POSSIBILITÉ D'ALLONGER LA PÉRIODE DE REMBOURSEMENT DES PGE PERMET D'ÉVITER UN « MUR DE LA DETTE »

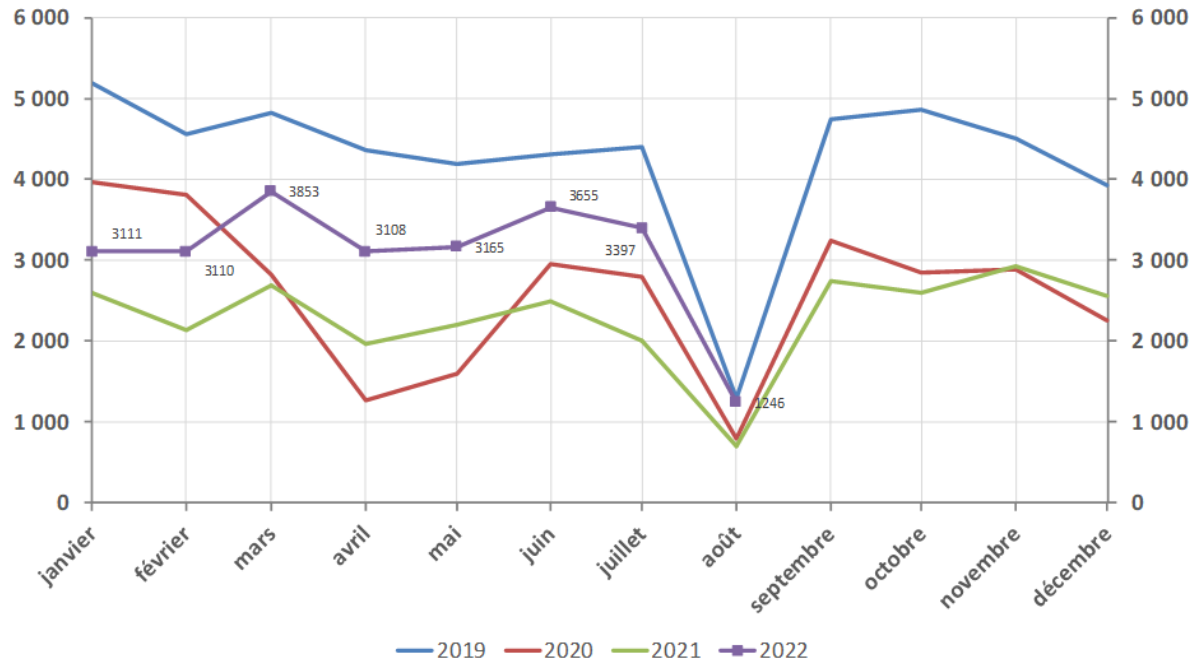
Variations d'encours de crédits mobilisés par rapport à janvier 2020 par terme



- À fin juillet 2022, les crédits mobilisés par les entreprises atteignent 1 286 milliards d'euros, en hausse de + 5,8 % sur un an.
- Sur les PGE souscrits en 2020, 44 % ont commencé à être remboursés à l'issue de la première année (en 2021) et 56 % commencent à être remboursés en 2022, pour leur grande majorité au deuxième trimestre 2022.

PLUS DE DÉFAILLANCES EN 2022 QU'EN 2020 ET 2021, MAIS MOINS QU'EN 2019...

Évolution mensuelle des défaillances d'entreprises



Source : Banque de France, Direction des Entreprises. Données disponibles début septembre 2022.

- Un mouvement d'augmentation du nombre de défaillances s'est amorcé en novembre 2021, notamment alimenté par l'interruption progressive des aides publiques liées à la Covid-19
- En dépit de la guerre en Ukraine, les défaillances restent toutefois contenues autour de 3000 par mois, ce qui atteste d'une situation de trésorerie permettant de faire face aux échéances.



Suivez nos actualités BDF et rejoignez-nous
sur les réseaux sociaux !





SITUATION ÉCONOMIQUE À LA RENTRÉE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



SITUATION ÉCONOMIQUE À LA RENTRÉE

VISION DE LA DIRECTRICE DE L'URSSAF RHÔNE-ALPES

FRÉDÉRIQUE MINY



01

Les principales données économiques concernant l'emploi

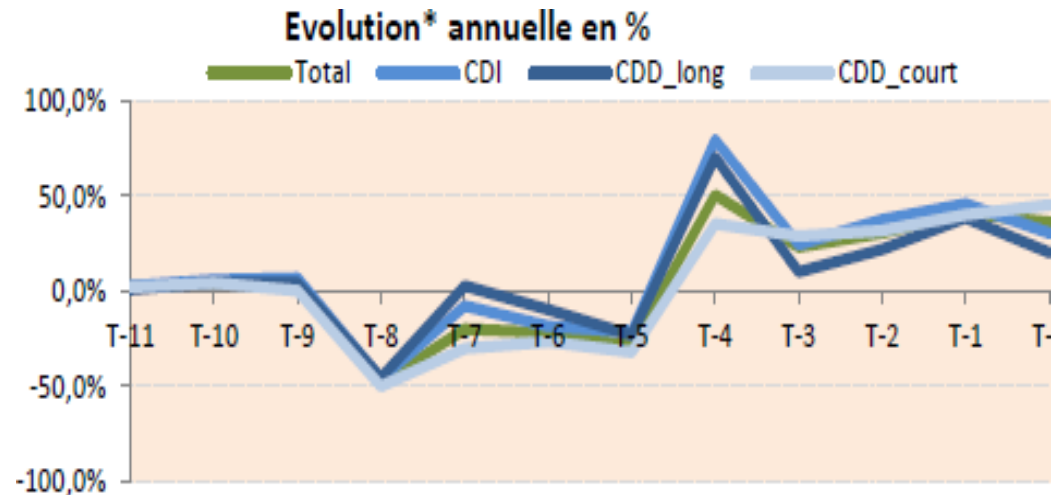
Suivi trimestriel des effectifs et de la masse salariale

Données du 1er trimestre 2022	Effectifs salariés en milliers	Évolution 2022T1/2021T1	Masse salariale en M€	Évolution 2022T1/2021T1
TOTAL	2 031,3	4,3%	16 989,7	11,9%
<i>Industrie</i>	396,9	0,9%	4 158,5	6,0%
<i>Construction</i>	164,5	0,4%	1 267,3	3,8%
<i>Commerce</i>	322,6	3,7%	2 627,4	11,1%
<i>Hébergement-Restauration</i>	123,1	32,5%	709,3	190,2%
<i>Autres services</i>	922,1	3,4%	7 533,0	10,5%
<i>Intérim</i>	102,2	8,0%	694,3	12,9%

- Les **effectifs salariés** des établissements du secteur privé situés en Rhône-Alpes augmentent de **4,3%** au premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021. Cette tendance s'explique par la forte hausse de l'hébergement-restauration, qui était à un niveau très bas au premier trimestre 2021 en raison de la crise sanitaire, et de l'intérim. Les effectifs progressent dans tous les départements de la région.
- La **masse salariale** en Rhône-Alpes augmente de **11,9%** au premier trimestre 2022. Elle augmente dans tous les secteurs. Tous les départements sont concernés par cette hausse.

Suivi des déclarations d'embauche

- Entre mars et mai 2022, les **déclarations d'embauche** progressent en Rhône-Alpes par rapport à la même période de l'année précédente, en raison des niveaux très bas enregistrés suite à la crise sanitaire.
- Les déclarations des **CDD courts**, qui représentent 58,4 % des déclarations totales sur cette période, et celles des CDI, qui en représentent 20,2 %, augmentent fortement.
Celles des **CDD longs** croissent dans une moindre mesure.



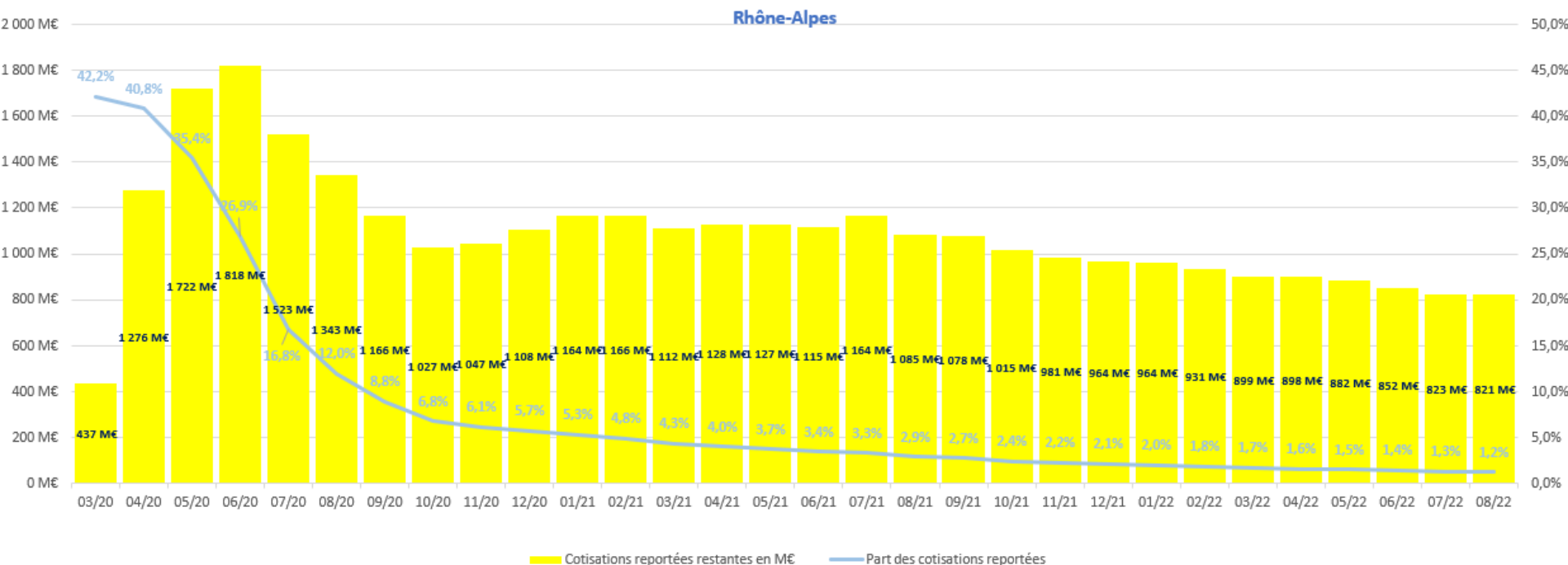
Source : Urssaf

Données CVS cumulées du 1er mars 2022 à fin mai 2022	Nombre en milliers	Évol* mars-mai 22 / mars-mai 21	Structure
DPAE total	672,8	36,0%	100,0%
CDI	136,5	30,5%	20,3%
CDD longs (plus d'un mois)	143,1	20,2%	21,3%
CDD courts (moins d'un mois)	393,1	45,2%	58,4%

02

L'évolution du recouvrement dans le contexte post Covid

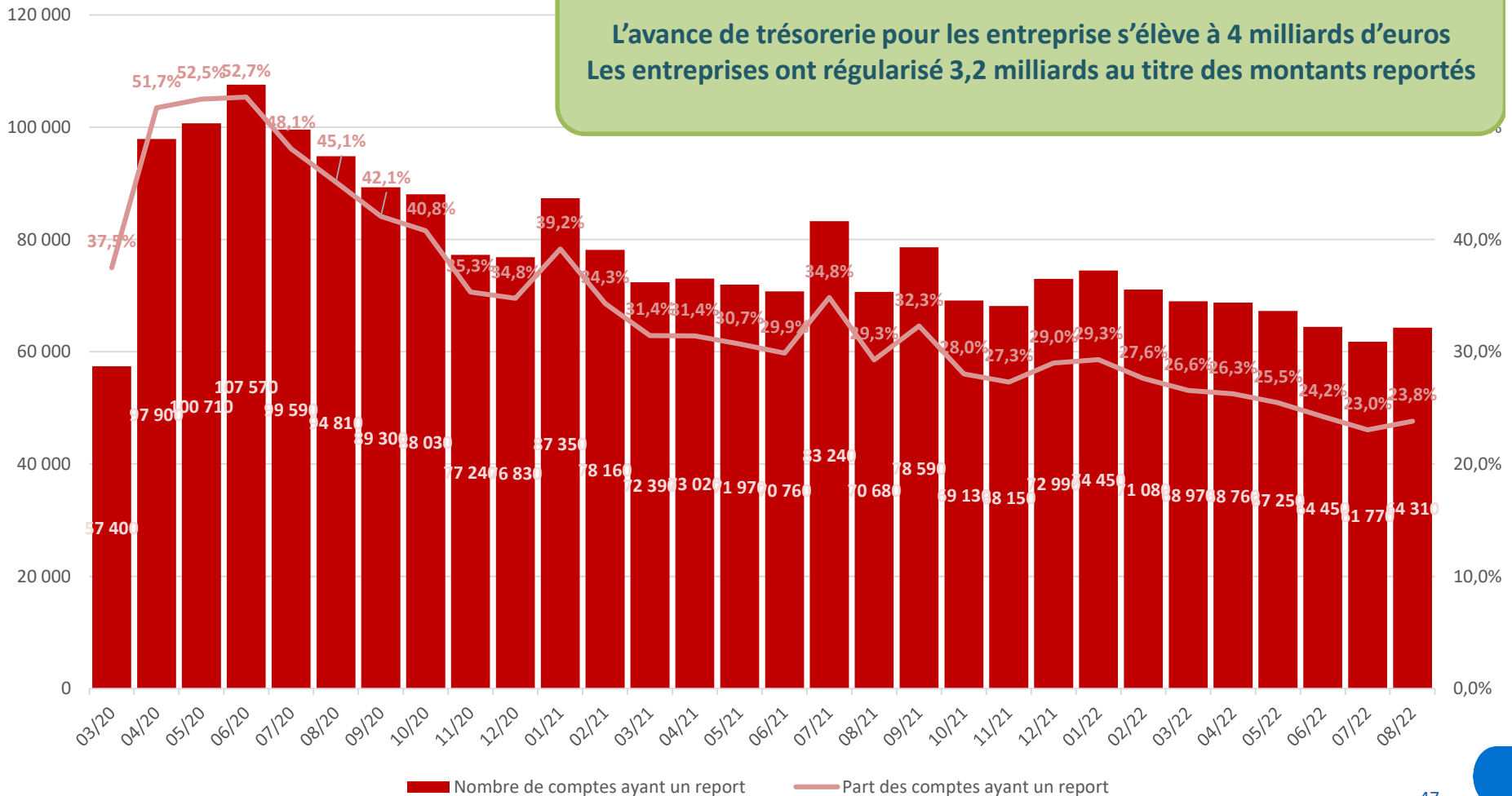
Suivi du cumul mensuel des encaissements et des reports depuis le mois de mars 2020 (Rhône-Alpes)



Note de lecture : Le pic du montant des reports a été atteint en juin 2020 avec 1 818 M€, soit 26,9 % des cotisations totales. Au 31 août 2022, le montant atteint 821 M€, soit 1,2 %.

Report total de paiement des cotisations sociales : nombre d'établissements (Siret) en Rhône-Alpes ayant utilisé le dispositif de report

**L'avance de trésorerie pour les entreprises s'élève à 4 milliards d'euros
Les entreprises ont régularisé 3,2 milliards au titre des montants reportés**



Reprise du recouvrement progressive

A partir de septembre :

- envoi de relance amiable pour les cotisants employeurs et travailleurs indépendants sans plan d'apurement ou bénéficiant d'un plan d'apurement non respecté.

A partir d'octobre / novembre :

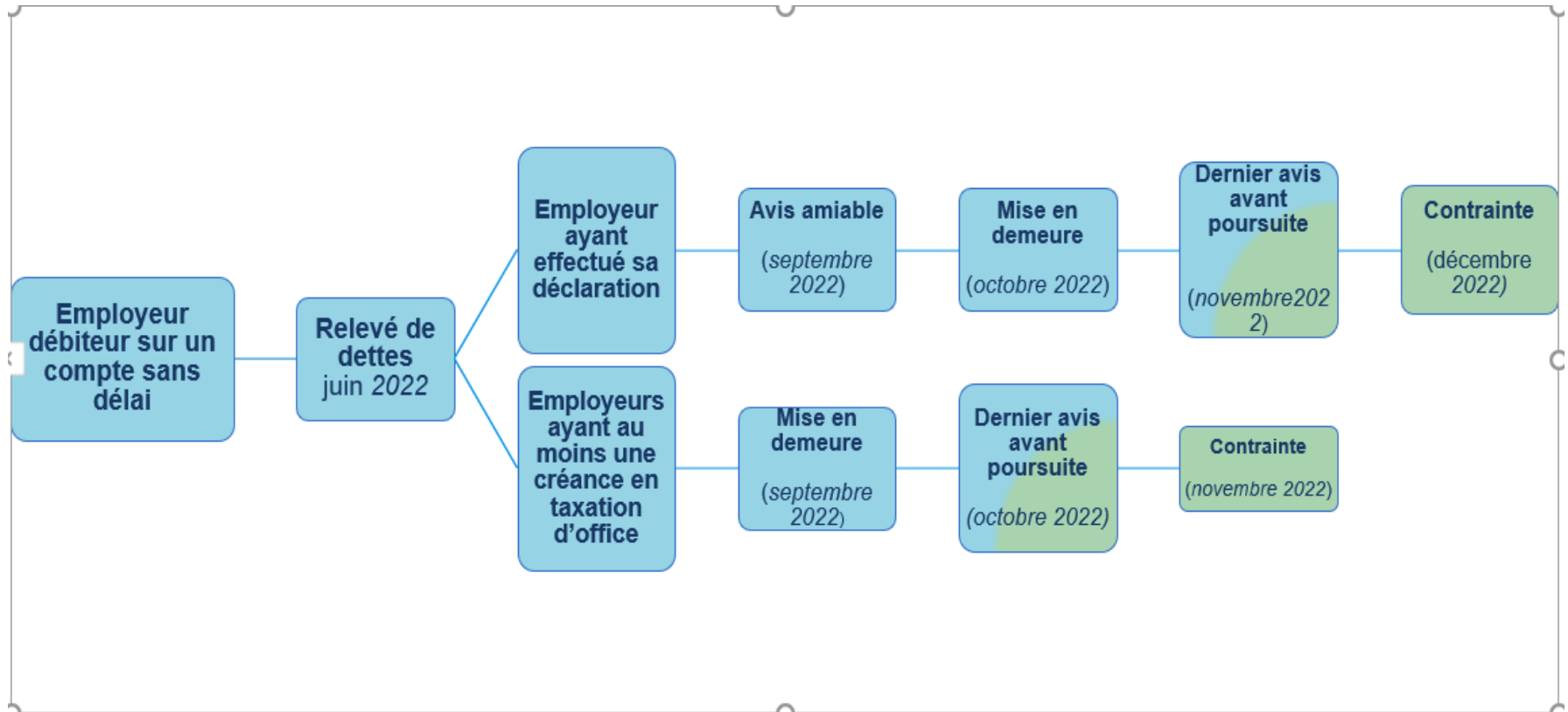
- reprise de l'envoi de mise en demeure en cas d'absence de paiement.
- Reprise du recouvrement forcé par l'envoi des contraintes fin 2022.

Important !

L'Urssaf met en place des facilités de paiement (échancier de paiement) pour les cotisants qui en font la demande suite à la réception de la relance amiable et suite à l'envoi de la mise en demeure.

Les commissaires de justice (huissiers) recevront pour instruction de mettre en place les procédures d'exécution de manière progressive et proportionnée

Chronologie de mise en œuvre de la stratégie globale





Hubert MASSON
Expert-comptable dans
l'Ain et élu à l'Ordre des
experts-comptables
d'AURA



Questions/réponses

